

DÉCOUVRENT LE 450

sur ces problèmes. Les dangers de dérives sont considérables.»

Des entrepreneurs inquiets

Lundi matin d'octobre boulevard du Souvenir, à Laval. Réunies dans une salle de conférence défraîchie, une trentaine de personnes participent à un atelier sur la «gestion pratique des accommodements raisonnables en entreprise». Pendant trois heures, Shirley Sarna, de la Commission des droits de la personne, s'emploie à démolir les idées reçues, à tailler en pièces les manchettes racoleuses, à expliquer de

ments raisonnables en matière de religion. Sinon, ça va devenir la tour de Babel!»

M. Dumais, dont l'organisme regroupe une cinquantaine de PME lavalloises, redoute qu'un flot de demandes d'accommodements ne submerge bientôt les entreprises de la ville. «Il va y avoir de plus en plus d'immigrants à Laval, prédit-il, parce qu'ici, le taux de chômage n'est que de 4%. La pénurie de main-d'oeuvre est énorme.»

Pourtant, M. Dumais prétend que les patrons «ne veulent pas engager d'Arabes» parce qu'ils

Laval et de Longueuil. Au fil des ans, les nouveaux arrivants ont été beaucoup moins nombreux que les Montréalais «de souche» à s'établir de l'autre côté des ponts. Rien à voir avec Toronto et Vancouver, dont certaines villes de banlieue ont été littéralement prises d'assaut par des communautés ethniques. En fait, depuis quelques années, M^{me} Germain note même un ralentissement de l'étalement de l'immigration dans la région montréalaise.

«À mon avis, la principale raison de ce ralentissement, c'est la barrière économique, explique-t-elle. Depuis quelques années, les immigrants ont plus de difficultés à s'insérer sur le marché du travail, même s'ils sont très qualifiés. Comme ils n'arrivent pas à trouver un boulot à la hauteur de leurs compétences, ils n'ont pas les moyens d'acheter une maison à Boucherville ou à Laval.»

Il faudra bien que ça change, pourtant. En plein essor, les banlieues ont un besoin vital d'immigrants pour continuer à prospérer. «Nous sommes favorables à l'immigration avant tout pour remplir nos besoins de main-d'oeuvre», dit le maire de Laval, Gilles Vaillancourt. Selon Emploi-Québec, la ville devra combler pas moins de 33 000 postes d'ici trois ans. Déjà, quatre employeurs lavallois sur 10 ont de la difficulté à recruter des travailleurs, selon une récente enquête.

Malgré l'urgence, certains patrons rechignent à embaucher des immigrants, selon Jocelyne Arbic, directrice du Centre régional de récupération et de recyclage de

Laval, un organisme d'insertion en emploi. «À Laval, on dirait que les employeurs ne sont pas habitués de voir des personnes de plusieurs origines, dit-elle. On est dans l'inconnu. On est dans l'inconfort. Finalement, on ne va pas nécessairement engager un immigrant parce qu'on ne sait pas à qui on a affaire.»

C'est M^{me} Arbic qui a aidé Falak Touchan à créer son propre emploi. Établie à Laval avec sa famille, cette femme médecin d'origine syrienne s'est battue pendant des années pour pratiquer son métier au Québec, en vain. Aujourd'hui, elle conçoit des sacs recyclés avec des cravates et de vieux jeans dans sa boutique, Falakolo, et permet à d'autres immigrantes de travailler à Laval. «Ça n'a pas été facile, mais ça va mieux, maintenant», confie M^{me} Touchan. Reste que des initiatives comme celles-ci sont encore rares hors de l'île de Montréal.

Tant bien que mal, Québec essaie d'attirer les immigrants dans les périphéries. L'an dernier, des ententes ont été conclues avec les élus de Laval et de la Montérégie, qui sont ainsi devenues des régions d'accueil officielles, avec budgets à la clé. La ministre responsable de Laval, Michelle Courchesne, avait alors prévenu qu'il était «primordial d'outiller les entreprises afin qu'elles ajustent leurs méthodes d'embauche et de gestion à la réalité de la main-d'oeuvre multiculturelle».

Quitte, peut-être, à réaménager l'ancien fumoir en salle de prières...

« J'ai entendu beaucoup de personnes me dire : je ne veux pas habiter à Parc-Extension, où les écoles sont pleines d'immigrants. Il faut que mes enfants soient en contact avec la société d'accueil. »

sa voix douce les aspects juridiques des accommodements. Malgré ses efforts, elle parvient mal à dissiper les inquiétudes.

«Une entreprise, c'est apolitique et non confessionnel; cela a pour but de faire des profits! Si on commence à respecter le Yom Kippour, le ramadan et le Nouvel An chinois, quand est-ce qu'on va travailler?» proteste l'un des participants, Pierre Dumais, président du Regroupement des gestionnaires en ressources humaines de Laval. Qu'importe ce qu'en dit la Charte; pour ce petit homme vif, l'affaire est entendue. «Nous, on ne veut pas en faire des accommode-

craignent d'avoir à «islamiser leurs entreprises». C'est d'ailleurs pour répondre aux appréhensions des entrepreneurs face aux éventuelles demandes de travailleurs musulmans – qui formeraient, selon divers organismes d'entraide, une bonne partie de la nouvelle vague d'immigrants à Laval – qu'on a organisé cet atelier sur les accommodements raisonnables.

Postes à combler

Pour l'instant, du moins, l'immigration demeure hyper concentrée dans l'île de Montréal, mis à part Brossard et certains quartiers de



PHOTO ALAIN ROBERGE, LA PRESSE ©

Médecin d'origine syrienne, Falak Touchan s'est battu pour exercer sa profession ici. En vain. Aujourd'hui, elle tient une boutique, Falakolo, où elle conçoit des sacs recyclés à partir de vieux jeans. «Ça n'a pas été facile, mais ça va mieux, maintenant», dit-elle.

la société. Et ils sont pauvres.» Ces enclaves ne favorisent pas l'intégration, ajoute-t-il. «On n'en est pas encore aux ghettos, on en est à de fortes concentrations. Ce qui est le prélude aux ghettos si on ne gère pas la chose.»

Des schémas reproduits

Le phénomène ne trouble «pas du tout» le maire de Brossard, Jean-Marc Pelletier. «Il n'y a pas une présence si marquée de la communauté afghane.» Il souli-

gne que les Chinois, qui étaient 13 fois plus nombreux qu'eux lors du dernier recensement de 2001, demandent des efforts d'intégration beaucoup plus importants. «À cause du nombre, justement, de la différence culturelle et de la barrière de la langue, très difficile à franchir. Nous rencontrons régulièrement les leaders de la communauté chinoise pour éviter une ghettoïsation.»

Ce qui inquiète surtout M. Belhocine, c'est que la concentration des Afghans dans certains quartiers

de Brossard engendre un «contrôle social étouffant qui ne favorise pas l'épanouissement et l'intégration, puisqu'il reproduit à l'identique des schémas traditionnels du pays d'origine».

Il raconte l'histoire d'une Afghane de Brossard battue par sa belle-mère. «Elle ne pouvait pas dénoncer cette situation pourtant inacceptable dans le Québec d'aujourd'hui. En Afghanistan, les belles-mères ont un droit quasi divin sur leurs brus. Si elle l'avait dénoncée, elle aurait été

exclue ipso facto de sa communauté. Elle serait devenue une paria.»

Il y a aussi le cas d'un Afghane souffrant de dépression nerveuse. «Il avait besoin de soins, mais il n'est pas allé consulter un psychologue, parce que les autres auraient décrété qu'il était fou, tout simplement», raconte M. Belhocine. Ce contrôle social est si fort qu'il pousse parfois certains Afghans à fuir. «Cet été, un Afghane est venu me voir et m'a dit qu'il étouffait à Brossard. Il est parti en Alberta.»